



AUSTERITE ET FORTUNES

« COÛT » DU TRAVAIL ET COÛT DU CAPITAL



Après 10 années de gouvernements de droite, au bilan catastrophique pour le monde du travail, les salariés n'ont pas voté en mai/juin 2012 pour la continuation des mêmes politiques, mais pour un changement véritable répondant aux exigences sociales. Elles sont immenses.

La satisfaction des besoins sociaux, les réponses au développement de la société posent inévitablement la question centrale de la rupture avec le système capitaliste, incapable de répondre aux besoins de l'humanité et qui ne peut engendrer que la récession et le déclin pour tous et l'opulence pour quelques uns. **Une intense bataille idéologique permanente et quotidienne est menée par le patronat et relayée par le gouvernement sur le « cout » du travail.** Qu'en est-il en réalité ?

« Réforme » des retraites, projet de loi de financement de la sécurité sociale, situation de l'emploi, baisse du pouvoir d'achat des actifs et des retraités...la liste est longue des reculs et des renoncements du gouvernement devant les exigences du patronat.

Pour maintenir ses privilèges il a recours aux manipulations les plus éculées. Ainsi le travail aurait un « cout » trop élevé et qu'il faudrait sans cesse réduire. Autrement dit une baisse généralisée des salaires comme les pensions de retraites qui est d'ailleurs le seul objectif de la « réforme » 2013. **Sauf que le travail n'a pas de « cout », il est créateur de richesses. Sans travail salarié, pas de création de richesses.** C'est cette vérité première qu'ils veulent étouffer.

Par contre, gouvernement et patronat sont muets, et pour cause, sur le cout exorbitant du capital pour toute la société : exonérations de cotisations, aides diverses sans contre partie ni contrôle fiscal tels que les 20 milliards du crédit emploi/compétitivité.

Chaque année les cadeaux au patronat représentent 200 milliards d'€uros. Ainsi, les fortunes s'accroissent, les dividendes flambent, les actionnaires jubilent et pour le peuple c'est l'austérité, la pauvreté qui s'étend, la misère qui gagne du terrain.

**LE CAPITALISME N'EST PAS LA
SOLUTION
C'EST LE PROBLEME**

En trente ans (1981 – 2012)

- La part des dividendes versés aux actionnaires dans la valeur ajoutée (salaires + profits) a été multipliée par 5 (5% en 1981 et 25% aujourd'hui). Autrement dit pour 100€ de masse salariale, les actionnaires recevaient 7€ de dividendes en 1981. Ils en perçoivent aujourd'hui 34 !
- Depuis 10 ans le montant des dividendes versés aux actionnaires dépasse celui des investissements (développement de la spéculation financière au détriment des investissements productifs, de l'emploi).

Entre juillet 2012 et juillet 2013, les 500 plus grosses fortunes de France ont vu leur patrimoine augmenter de 25% (+59 Milliards d'€uros).

Les entreprises du CAC 40 quant à elles, tablent sur des profits 2013 à plus de 80 Milliards d'€uros et des dividendes aux actionnaires en augmentation de 5% sur 2012.

Les politiques austéritaires sont :

- ♦ Un refus de croissance
- ♦ Un refus de satisfaire les besoins sociaux
- ♦ Un refus de création d'emplois

C'est cette logique qu'il faut inverser.

La question des salaires est centrale.

Ainsi le SMIC à 1700€ avec répercussion sur toutes les grilles salariales :

- ◆ Répond à une urgence sociale.
- ◆ Est le levier principal de croissance, de création d'emplois, de relance économique.

La France ne souffre pas d'une crise de dépenses mais de recettes (chômage, précarité, bas salaires, basses retraites). 1% d'augmentation des salaires c'est 2.5 Milliards pour la protection sociale.

Il n'y a rien de fatal à cette situation. C'est une question de choix politiques, économiques et sociaux. De choix réellement et concrètement anticapitalistes. De choix pour une autre répartition des richesses en faveur de ceux qui en sont à l'origine. Le capital n'est rien d'autre que du travail social accumulé et accaparé.

Luttes sociales, rassemblement et perspectives politiques sont indissociables. Nous avons besoin, ensemble, salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités d'un puissant mouvement populaire sur des contenus résolument progressistes et anticapitalistes capables de répondre aux immenses besoins sociaux exprimés.

Luttes syndicales et luttes politiques ne s'opposent pas mais se nourrissent mutuellement dans le rassemblement.

Ensemble, salariés, retraités, jeunes, privés d'emploi nous sommes le nombre, soyons la force qui par delà nos différences se rassemble, grandit, construit une alternative populaire véritable à tous les niveaux.

Luttes sociales, luttes politiques et rassemblement sur des contenus résolument anticapitalistes sont les conditions du changement de société.

Chacun est acteur de son propre devenir. L'histoire en témoigne. Toutes les conquêtes sociales sont le fruit de luttes puissantes, de rassemblements populaires, de volontés politiques. C'est résolument le sens de notre combat.

TEMOIGNAGES

La Santé notre plus grand capital...

S
A
N
T
E

La loi sur le financement de la sécurité sociale vient d'être votée.
C'est à nouveau des restrictions budgétaires pour les hôpitaux publics et pour l'accès aux soins.
Pour mettre en œuvre les projets médicaux et projets d'établissements, les économies financières s'effectuent sur la masse salariale et les dépenses s'appuient sur des emprunts auprès des banques.
Cela induit des suppressions de postes et des frais financiers bancaires.
Au CHRU de Montpellier la direction a annoncé la suppression de 300 postes (non remplacement des départs à la retraite ou mutation)....

Les malades attendent 3 à 4 mois une consultation, c'est la course aux lits d'hospitalisation et pour se faire opérer rapidement il faut choisir le secteur privé plutôt que l'hôpital public!!!!
Les personnels sont épuisés par manque d'effectifs alors que la qualité des soins repose principalement sur leur compétence et leur professionnalisme. Les heures supplémentaires sont le seul recours pour que l'hôpital fonctionne, en 2012 c'est plus de 9 millions d'Euros que le CHRU doit à son personnel!!!

C'est leur santé et leur famille qui en subissent les conséquences.
Le coût du capital pèse sur l'humain.
1) les frais financiers des banques
2) la taxe sur les salaires prélevée injustement sur les budgets des hôpitaux publics car nous attendons toujours une réforme fiscale juste et efficace qui permette aux établissements hospitaliers d'alléger leurs charges.
Pour le CHRU, seule la taxe sur les salaires représente 40 millions d'euros par an.
Cela équivaut à environ 700 emplois!!!! Mais aussi l'accès de tous aux technologies les plus innovantes, la sécurité de l'exercice professionnel et le confort humain.

A
I
D
E
A
D
O
M
I
C
I
L
E

L'aide à domicile est un secteur d'activité où la précarité est grandissante par une majorité de contrats à temps partiels, des frais de trajets qui nous ont été amputés de 40% par la mise en place de la nouvelle convention collective, en janvier 2012. Des erreurs fréquentes sur nos heures de travail, des déplacements qui ne nous sont pas comptabilisés en temps réels, la valeur du point gelée depuis 2008, donc nos salaires.

Pour les femmes seules, il est de plus en plus difficile de vivre du fruit de leur travail.
Pour l'avenir, les politiques et les syndicats devront se pencher sur l'évolution du secteur en matière de salaire, de conditions de travail et de professionnalisation.

Car si quelques décennies en arrière nous représentions de simples aide ménagère, actuellement nous sommes des interlocuteurs sociaux, amenés à intervenir auprès de personnes de moins en moins autonomes et bien souvent seules, avec des pathologies différentes. Parfois nous gérons le quotidien de la personne pour les cas les plus lourds.

Il serait judicieux de valoriser ce secteur, de s'interroger sur le développement du métier de Technicienne d'Intervention Social et Familial (TISF) et d'Auxiliaire de Vie, de penser à des formations complètes pour les malades Alzheimer.

Ces métiers sont passionnants et sont nécessaires à nos collectivités.

Ils sont primordiaux pour le maintien des personnes âgées et handicapées au sein de leur domicile.
Ce secteur est un vivier d'emploi.

Encore faut-il que nos politiques nous donnent les moyens d'exercer notre profession sereinement et prennent leur responsabilité face à des associations ou des entreprises qui bafouent le droit du travail, et nous n'évoquerons pas la gestion financière souvent opaque de ces structures.

C'est un défi social et financier !

<u>COÛT DE LA VIE</u>	
COÛT DE LA VIE	<p>8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. La précarité est une réalité pour de nombreux salariés. Les emplois à temps partiels subits ne permettent pas de vivre correctement. C'est aussi le cas pour de nombreux salariés payés au SMIC. Il n'est pas étonnant qu'une récente étude à montrer qu'il manqué plus de 500 euros par mois aux familles pour vivre correctement.</p> <p>Depuis plusieurs décennies, les salaires et les prestations sociales lors qu'ils sont revalorisés le sont sur la base de l'indice INSEE à la consommation.</p> <p>La réalité des dépenses des ménages est sous-estimée. Les dépenses contraintes (loyers, impôts, remboursements de crédits, énergies etc.) représentaient la moitié des revenus pour les 20% des ménages les plus pauvres en 2001 et trois-quarts en 2006. Depuis 1998 les loyers ont progressé de 45% alors que l'indice des prix à la consommation n'a progressé que de 28%.</p> <p>Chaque année les cadeaux au patronat représentent 200 milliards d'euros. Cet argent ne sert pas l'emploi puisqu'il progresse régulièrement et ne sert pas à augmenter les salaires. Par contre les dividendes versés aux actionnaires, eux, augmentent. Il faut rompre avec cette logique libérale qui enfonce toujours plus notre peuple dans la misère notamment en relançant le pouvoir d'achat des familles et des salariés. Le Front de gauche propose d'augmenter le SMIC à 1700 €avec répercussion de cette augmentation sur les grilles de salaire.</p>

S N C F	<p>Le Président de la SNCF, reconduit dans ses fonctions par le gouvernement, lance son projet « excellence 2020 ». Ce projet est une ode à la compétitivité, à la productivité, au business, à la rentabilité financière, au détriment de la sécurité, des réponses aux besoins des usagers, des conditions sociales des cheminots. Il n'a pas abdiqué son projet de holding avec une kyrielle de filiales. Exit le service public SNCF. De son coté le gouvernement avec son projet de réforme du système ferroviaire, qui est de la même veine, laisse la possibilité, le moment venu, de réaliser l'éclatement de la SNCF sous prétexte de l'ouverture à la concurrence. Ce qui n'est pas une obligation mais relève de la responsabilité du gouvernement. Les conséquences peuvent être lourdes pour les usagers, les cheminots, le service public ferroviaire. Ce dont on besoin les usagers voyageurs et fret ce n'est pas d'entreprises ferroviaires privées mais d'un service public développé, d'un haut niveau social et économique, garant du droit au transport pour tous dans le respect et la promotion des exigences écologiques. Usagers et cheminots, c'est la bataille qu'en commun nous devons gagner.</p>
----------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

AUX ACTES CITOYENS ! **Je rejoins le PCF**

Nom et Prénom.....

Adresse :

Profession :Age :Tél :Mail : -

Adresser à Fédération du PCF de l'Hérault : 115 Rue Olof Palme 34070 Montpellier

Tél: 04 67 47 97 00- Mail : pcf.herault@wanadoo.fr